

Accessibilité : mise en place de l'Ad'AP, mode d'emploi

Le projet de loi pour la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées a été adopté en première lecture au Sénat puis à l'Assemblée Nationale. Parmi les mesures, la création des Agendas D'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

L'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnance sur la mise en accessibilité des lieux publics et transports aux handicapés, dans de nouveaux délais, de trois à neuf ans. Des ajustements dans le temps seront possibles selon les engagements signés dans le cadre des Agendas D'Accessibilité Programmée.

Pourquoi créer l'Ad'AP ?

La loi du 11 février 2005 est ambitieuse et les progrès en matière d'accessibilité sont incontestables. Cependant, il s'avère que l'échéance de 2015 sera difficile à respecter pour nombre d'acteurs publics et privés. Cette loi est toujours d'actualité mais, pour maintenir l'objectif du 1er janvier 2015 pour la mise en accessibilité des personnes handicapées dans les transports collectifs et les Etablissements Recevant du Public, le Premier ministre a confirmé la mise en place d'Agendas D'Accessibilité Programmée.

L'Ad'AP, c'est quoi ?

L'Ad'AP est un dispositif d'exception qui permettra aux acteurs qui ne sont pas en conformité avec les règles d'accessibilité posées par la loi de 2005 de s'engager dans un calendrier précis. L'Ad'AP est un acte volontaire d'engagement qui ne se substitue pas à la loi de 2005 mais qui la complète.

Ces agendas s'adressent aux maîtres d'ouvrage et aux exploitants d'établissements recevant du public (ERP), quelle que soit leur catégorie.

Comment ça marche ?

Les dossiers d'engagement à entrer dans la démarche Ad'AP devront être déposés avant le 31 décembre 2014 ou, au plus tard, douze mois après la publication de l'ordonnance. Les projets d'Ad'AP devront être validés par le Préfet. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité.

L'Ad'ADP est un engagement irréversible. Un dossier validé devra être mené à son terme. Pour cela, le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme.

Des sanctions financières graduées seront appliquées en cas de non-respect de l'Ad'AP. Le produit des sanctions sera réinvesti au profit de l'accessibilité universelle.

Quels sont les délais pour se mettre aux normes ?

Les Ad'AP prévoient des durées crédibles et resserrées. Elles doivent être réalistes et attractives. Selon les catégories d'ERP, les durées iront de 1 à 6 ans.

Cependant, "les délais, prévus dans le cadre de la loi 2005 ne sont pas repoussés et les sanctions demeurent", rappelle Marie-Lise Champion, sénatrice de l'Essonne et présidente de la concertation.

Le non-respect de l'échéance du 1er janvier 2015, sauf dérogation validée, reste passible de sanctions pénales. L'Ad'AP permettra de poursuivre en toute sécurité juridique les travaux d'accessibilité après le 1er janvier 2015.